

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION
(QUATRIÈME COMMISSION)

15e séance

tenue le

vendredi 3 novembre 1995

à 15 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 15e SÉANCE

Président : M. MUTHAURA (Kenya)

SOMMAIRE

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés au titre
des autres points de l'ordre du jour) (suite)

DEMANDES D'AUDITIONS

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE

A/C.4/50/SR.15

24 novembre 1995

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés au titre des autres points de l'ordre du jour) (suite) [A/50/23 (Part V et Part VI), A/C.4/50/L.3, L.5/Rev.1, L.6 et L.8]

1. M. MUSTAFA (Secrétaire de la Commission), parlant des incidences sur le budget-programme de diverses dispositions des projets de résolution examinés par la Commission, dit, à propos des paragraphes 3 et 7 du projet de résolution A/C.4/50/L.5/Rev.1 sur le Sahara occidental, associé au rapport du Secrétaire général (S/1995/779) et à la résolution 1017 (1995) du Conseil de sécurité, que la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) est financée au moyen de quotes-parts distinctes, de sorte que, si son personnel et son déploiement sont maintenus, cela n'aura pas d'incidences financières sur le budget ordinaire. En outre, les activités mentionnées au paragraphe 10 du projet de résolution n'ont aucune incidence financière supplémentaire car elles figurent dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, à la section 2.C.2 (affaires de l'Assemblée générale), au titre du sous-programme 3 du programme 4 du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel qu'il a été révisé, sous les rubriques "Coopération internationale" et "Services fournis aux organes délibérants".

2. En ce qui concerne le projet de résolution sur la question de la Nouvelle-Calédonie figurant au paragraphe 30 du chapitre IX du document A/50/23 (Part V) et le projet de résolution d'ensemble figurant au paragraphe 25 du chapitre X du document A/50/23 (Part VI), l'intervenant déclare que, sur la base des résultats précédents du programme portant sur plusieurs exercices biennaux, on estime que le coût d'application des recommandations énoncées dans ces deux projets pourra être financé au moyen des ressources programmées à la section 2.A du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 et qu'il n'y aura donc pas besoin de crédits supplémentaires.

Projet de résolution A/C.4/50/L.5/Rev.1 sur la question du Sahara occidental

3. Le PRÉSIDENT annonce qu'Haïti s'est joint aux auteurs du projet.

4. M. SNOUSSI (Maroc) fait observer que c'est le Maroc qui, étant le premier concerné par le respect des vœux de la population du Sahara occidental, a demandé qu'un référendum ait lieu et qu'il a toujours coopéré entièrement à la réalisation du plan de règlement, comme l'attestent les rapports successifs du Secrétaire général. Or, à la session en cours, une délégation a de nouveau, et sans le consulter, soumis un projet de résolution qui s'écarte des résolutions du Conseil de sécurité relatives au Sahara occidental.

5. L'intervenant propose que les amendements officieux au projet de résolution A/C.4/50/L.5/Rev.1 que sa délégation est sur le point de soumettre au Président soient inclus dans le texte afin de l'équilibrer. Il demande au Président de faire usage de ses bons offices pour convaincre les auteurs d'accepter ces amendements.

/...

6. M. SRIWIDJAJA (Indonésie) appuie la proposition du Maroc, afin qu'une solution acceptable pour tous puisse être trouvée.
7. M. LAMANRA (Algérie) dit que, contrairement aux affirmations de la délégation marocaine selon lesquelles elle n'a pas été contactée au sujet du projet de résolution considéré, certains auteurs, après avoir reçu par les voies les plus officieuses les prétendus amendements mentionnés ci-dessus, ont offert, dans un esprit constructif, certains sous-amendements, que le Maroc a d'ailleurs acceptés à travers des intermédiaires.
8. Le projet tel qu'il se présente actuellement est très équilibré et ne penche en faveur d'aucune des parties. Les auteurs souhaitent vivement qu'il soit adopté par consensus, car il pose des principes fondamentaux et place l'autorité de l'Assemblée générale solidement derrière le Secrétaire général et le Conseil de sécurité, dans l'espoir que le processus de règlement au Sahara occidental arrive à son terme d'ici à la date prévue du 31 janvier 1996. Si le processus de paix n'est pas préservé, un conflit risque de se déclencher à la frontière algérienne. L'Algérie, faisant fonction de porte-parole pour l'autre partie, qui n'a pas la possibilité de s'exprimer elle-même, demande au Président de ne pas céder au refus de coopération manifesté par l'une des parties. Le projet de résolution dont la Commission est saisie protège les droits du peuple sahraoui et préserve la paix dans la région.
9. M. GNEHM (États-Unis d'Amérique) estime que la question doit être réglée d'une manière qui favorise le processus de paix et évite les affrontements. Les États-Unis ont tenté de réunir un consensus sur le projet de résolution concernant le Sahara occidental durant la séance en cours et lors des séances précédentes, mais ils n'y sont pas parvenus car l'une des parties n'a pas accepté d'apporter des modifications mineures au texte. Si tard qu'il soit, la délégation des États-Unis estime que quelqu'un comme le Président doit veiller à ce qu'un consensus soit réuni. Les parties sont suffisamment proches pour que cela soit possible sans acrimonie ni sacrifice sur les principes. Comme l'Algérie reconnaît l'extrême importance d'un consensus, la nécessité de sauvegarder le processus de paix et le caractère décisif du moment, il n'y a aucune raison pour qu'elle s'oppose à ce que le Président fasse usage de ses bons offices pour rapprocher les positions.
10. M. TURK (Slovénie) dit qu'il s'est joint aux auteurs du projet de résolution très important sur le Sahara occidental étant entendu qu'il y aurait un texte de consensus. Il insiste pour que tout soit fait afin de réunir un accord sur un tel texte.
11. M. DELAUNAY (France), soutenu par M. CISSE (Sénégal), propose de suspendre brièvement la séance pour tenir des consultations en vue de réunir un consensus, qui semble réalisable.
12. La séance est suspendue à 16 heures et reprend à 16 h 20.
13. M. MWAKAWAGO (République-Unie de Tanzanie), présentant le projet de résolution sur la question du Sahara occidental (A/C.4/50/L.5/Rev.1), dit qu'à l'issue de brèves consultations avec les parties directement intéressées, il souhaite soumettre une révision approuvée par les auteurs et l'ensemble de la

Commission. Cette révision consiste à ajouter un nouveau douzième alinéa au préambule, ainsi conçu :

"Formulant l'espoir qu'une solution rapide serait apportée aux problèmes qui freinent le processus d'identification ainsi que la mise au point du code de conduite, la libération des prisonniers politiques, le cantonnement des forces du Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro et la mise en oeuvre des dispositions prises pour réduire la présence militaire marocaine sur le territoire,".

14. Les auteurs du projet de résolution sont les suivants : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Chypre, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, Éthiopie, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mauritanie, Micronésie (États fédérés de), Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Seychelles, Sierra Leone, Slovénie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

15. La Commission n'a cessé de suivre avec un intérêt particulier la question du Sahara occidental; elle s'est même associée aux efforts faits pour rétablir la paix dans la région grâce aux bons offices communs du Secrétaire général et de l'actuel Président de l'Organisation de l'unité africaine. Elle a aussi soutenu dès le départ le plan de règlement accepté par le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro (Frente POLISARIO), qui rencontre toujours des problèmes pour commencer à être appliqué. C'est dans cet esprit que les auteurs du projet de résolution ont adopté une approche constructive, afin de réaffirmer un soutien sans réserve à l'application du plan de règlement, sur la base des résolutions 658 (1990) et 690 (1991) du Conseil de sécurité. Le grand nombre des auteurs illustre le bien-fondé de cette approche et le désir de la communauté internationale de parvenir à un règlement juste et durable de la question.

16. Selon le projet, l'Assemblée générale exprimerait l'espoir que les pourparlers directs entre les deux parties reprendront prochainement, de manière à créer une atmosphère propice à la mise en oeuvre rapide et effective du plan. Le texte est destiné à donner un élan décisif au processus. Il faudrait donc qu'il soit adopté par consensus. L'intervenant a bon espoir qu'un tel consensus encouragera toutes les parties intéressées à mettre en oeuvre intégralement le plan de règlement, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité régionales.

17. M. SNOUSSI (Maroc) dit que sa délégation, tout en maintenant les réserves qu'elle a formulées précédemment, ne s'opposera pas à l'adoption du projet sans qu'il soit procédé à un vote. Elle attache une grande importance au nouvel alinéa du préambule, où l'on indique que les retards apportés au processus d'identification constituent un sérieux obstacle au progrès. Les autres ajouts sont également justifiés, même s'il est vrai que l'essentiel des problèmes énoncés dans le nouvel alinéa ne sera plus d'actualité lorsque la période de transition sera achevée.

18. Le PRÉSIDENT dit qu'il considère que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.4/50/L.5/Rev.1, tel qu'il a été à nouveau révisé oralement, sans le mettre aux voix.

19. Il en est ainsi décidé.

20. M. SNOUSSI (Maroc) dit que la Commission consacre trop de temps et d'énergie à la question du Sahara, ce qui crée une montagne de papiers dans les archives de l'ONU, sans que la population sahraouie en retire rien. Le but du référendum est de donner à cette dernière les moyens de s'autodéterminer, mais depuis 20 ans elle n'a pu exprimer sa volonté : le Maroc ne croira au succès que lorsque les Sahraouis pourront retraverser la frontière et prendre part au vote.

21. Le Secrétaire général a dit clairement que le processus était bloqué – depuis 23 mois – par le Frente POLISARIO, dont l'obstructionnisme discrédite l'ONU. Le Maroc a offert toutes les chances de dialogue à l'autre camp, mais celui-ci n'a pas eu le courage ni la responsabilité d'accepter. Il existe un plan de règlement qui doit suivre son cours en dépit des mensonges qui ont été répandus. C'est le Maroc qui a voulu le référendum et non le Frente POLISARIO. Le Maroc continuera à soutenir le Secrétaire général dans l'accomplissement de sa mission dans la région.

Projet de résolution A/C.4/50/L.3 sur la question de Gibraltar

22. Le projet de résolution est adopté.

Projet de résolution sur la question de la Nouvelle-Calédonie contenu dans le document A/50/23 (Part V), chapitre IX, paragraphe 30

23. Le projet de résolution est adopté.

Projet de résolution d'ensemble sur les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène, des Samoa américaines et des Tokélaou [A/50/23 (Part VI), chap. 10, par. 25, A/C.4/50/L.6]

24. M. ARKWRIGHT (Royaume-Uni), présentant les amendements au projet de résolution d'ensemble soumis par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, publiés sous la cote A/C.4/50/L.6, dit que ces amendements sont proposés dans un esprit positif, compte tenu du fait que les temps ont changé et que la Commission devrait abandonner la conception dépassée d'une domination coloniale oppressive dans les territoires non autonomes, qui empreint depuis trop longtemps ses débats. Bien que le Président du Comité spécial se soit félicité, lors de la séance précédente, des réactions novatrices à la nouvelle situation mondiale, il n'a malheureusement pas jugé possible d'accepter ces amendements.

25. L'emploi proposé des termes "les territoires" dans divers paragraphes du projet de résolution A vise à indiquer clairement que la résolution ne s'applique qu'aux 12 territoires mentionnés dans le titre et à alléger le texte en évitant les répétitions inutiles.

26. L'amendement au treizième alinéa du préambule du projet A (par. 7 du document A/C.4/50/L.6) ne nécessite aucune explication, et l'objection faite par le Comité spécial est incompréhensible pour l'intervenant. L'ajout essentiel apporté par cet amendement est la mention d'élections libres et régulières organisées par les gouvernements des territoires; personne ne peut nier que les élections sont un moyen de connaître les vœux des populations.

27. L'amendement au quatorzième alinéa du préambule renforce l'idée qu'il existe d'autres moyens d'évaluer la situation dans les territoires non autonomes que l'envoi de missions de visite.

28. L'amendement au paragraphe 1 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 9 a)] souligne que les États Membres n'approuvent pas tous les recommandations du Comité.

29. En ce qui concerne les amendements au paragraphe 2 (A/C.4/50/L.6, par. 10), il n'y a aucune raison de nommer en particulier l'indépendance parmi les options offertes aux territoires non autonomes; il peut aussi y avoir comme option le maintien du statu quo. L'amendement au paragraphe 3 [A/C.4/50/L.6, par. 11 b)] souligne ce point.

30. L'amendement au paragraphe 4 (A/C.4/50/L.6, par. 12) correspond à la mention précédente des "élections libres et régulières organisées par les gouvernements des territoires". Les remarques qui ont été faites laissent penser que, selon le Comité spécial, les Puissances administrantes se sentent obligées de lui rendre compte. Or, selon la Charte des Nations Unies, les Puissances administrantes rendent compte au Secrétaire général. En ce qui concerne la deuxième partie de l'amendement (par. 4 bis), l'intervenant pense que la Commission accueillera favorablement la proposition.

31. L'amendement au paragraphe 5 (A/C.4/50/L.6, par. 13) est à l'image du quatorzième alinéa du préambule dans le texte original du Comité spécial.

32. L'amendement à l'ancien paragraphe 12 (A/C.4/50/L.6, par. 17) consiste à demander directement au Comité spécial de faire rapport à l'Assemblée générale et confère à celui-ci un rôle clairement défini.

33. Les amendements au projet de résolution B sont suffisamment explicites. L'amendement au projet B.1 se retrouve ailleurs pour Anguilla et les îles Vierges; il consiste à demander à la Puissance administrante de répondre aux vœux de la population du territoire en question.

34. L'idée essentielle de tous les amendements proposés est que c'est aux populations des territoires de décider de leur avenir. L'intervenant demande donc instamment à la Commission d'approuver ces amendements.

35. M. BANGURA (Sierra Leone), s'exprimant en qualité de Président par intérim du Comité spécial de la décolonisation, dit que le Comité est toujours aussi déterminé à s'acquitter de son mandat, qui consiste à déterminer la situation et les problèmes des populations ainsi que leurs préoccupations générales. Chaque fois que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'applique, le Comité est prêt à fournir des éclaircissements et à

appliquer intégralement ce texte, dans l'esprit du respect du droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

36. Le Comité a décidé de présenter le projet de résolution examiné par la Commission après un examen attentif et réfléchi. S'il ne peut accepter les amendements proposés, c'est parce qu'il a exhorté les Puissances administrantes à s'occuper de ces questions lors de sa réunion de juillet. À cette occasion, les Puissances administrantes ne se sont pas estimées en mesure d'engager des discussions avec le Comité, et c'est seulement à la dernière minute que le Comité a eu connaissance des amendements publiés sous la cote A/C.4/50/L.6. Si ces amendements avaient été examinés en juillet, ils auraient permis un accord des volontés. Le Comité s'estime donc incapable d'accepter les amendements, en espérant que les Puissances administrantes seront toujours d'accord pour se joindre à lui dans l'examen du projet.

37. M. SAMANA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit qu'en sa qualité de membre du Comité spécial et à titre personnel en qualité de Président du Sous-Comité chargé des petits territoires, il tient à exprimer le profond regret de son Gouvernement devant le fait que, s'ils étaient adoptés, les amendements à la résolution d'ensemble (A/50/23, Part VI) signifieraient la mort du Comité spécial. La majorité des amendements proposés sont des amendements de fond qui, s'ils étaient adoptés, compromettraient gravement les travaux du Comité.

38. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est disposé à participer à une réforme des travaux du Comité afin de rationaliser ses opérations et de réaliser des économies, mais pas dans des conditions qui portent atteinte aux principes et aux buts énoncés dans la Charte des Nations Unies et les résolutions relatives à l'application de la Déclaration sur l'élimination de tous les vestiges du colonialisme, comme semblent le faire la majorité des amendements proposés. Toute mesure visant à réformer les dispositions administratives et institutionnelles, y compris les procédures et les fonctions spécifiques assignées par la Charte et les résolutions pertinentes des Nations Unies, doit être prise après consultation de tous les États Membres et avec leur coopération et leur approbation.

39. L'accomplissement des obligations internationales qui incombent aux États Membres au titre des Chapitres XI, XII et XIII de la Charte repose sur une coopération effective de tous ces États, et notamment de ceux qui collaborent avec le Comité spécial afin de répondre aux aspirations des peuples des territoires placés sous administration coloniale. Au cours des dernières années, aucune des Puissances administrantes à l'exception de la Nouvelle-Zélande n'a collaboré avec le Comité. La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée invite les Autorités administrantes concernées à coopérer avec le Comité, d'autant que ses travaux sont maintenant mieux adaptés au nouveau climat international.

40. À propos des amendements examinés par la Commission, l'intervenant dit qu'en l'état actuel la plupart d'entre eux sont contraires à l'esprit et à l'objectif de la résolution 46/181 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1991 ("Décennie internationale de l'élimination du colonialisme") et du Plan d'action contenu dans le rapport du Secrétaire général (A/46/634/Rev.1). La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'approuvera pas l'amendement au quatrième

alinéa du préambule du projet de résolution A, qui vise à supprimer la référence aux résolutions antérieures de l'Assemblée générale, sur lesquelles reposent les travaux du Comité spécial. Les décisions prises par l'Assemblée doivent être respectées et exprimées dans les résolutions qui ont trait au processus de décolonisation.

41. La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est fermement opposée à l'amendement au treizième alinéa du préambule car, dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, il ne peut y avoir d'élections libres et régulières dans un territoire contrôlé sur les plans économique et politique par la Puissance métropolitaine, qui décide également des lois sur l'immigration avec une volonté délibérée de modifier l'équilibre de la population afin de marginaliser les partisans de l'indépendance. De ce fait, le Comité est privé de son rôle consistant à déterminer les préoccupations de la population.

42. À propos de l'amendement au paragraphe 2 du dispositif, l'intervenant dit que toutes les options, y compris celle de l'indépendance, doivent subsister; la délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée demande donc à toutes les délégations de soutenir le maintien du mot "indépendance".

43. L'amendement au paragraphe 3 est un moyen subtil de modifier le sens de ce paragraphe en énonçant d'autres options que celles définies dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale. Ces options ne font pas partie du mandat actuel : pour qu'elles soient considérées, il faudrait d'abord que la Commission propose que l'Assemblée générale les examine et les approuve.

44. L'amendement au paragraphe 4 confère lui aussi une signification entièrement différente aux principes sur lesquels repose le processus de décolonisation en proposant que les Autorités administrantes rendent compte directement au Secrétaire général, sans aucune référence au mandat que l'Assemblée générale exerce par l'intermédiaire de ses comités compétents. La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée rejette cet amendement car il fait disparaître les facteurs d'équilibre et de transparence dans le suivi, qui permettent de s'assurer que le processus de décolonisation ne se fait pas selon le caprice des Autorités administrantes.

45. M. KEATING (Nouvelle-Zélande) dit que son Gouvernement, en tant que Puissance administrante, porte un intérêt direct au projet de résolution. Il importe de noter qu'aucun amendement n'a été proposé concernant les Tokélaou, précisément grâce aux travaux productifs que la délégation néo-zélandaise a accomplis, en association avec les membres de la Commission, afin de convenir des termes à inclure dans le projet et qui répondent aux préoccupations du Comité spécial. La délégation néo-zélandaise regrette que les membres de la Commission aient à voter sur des éléments du projet; en raison de la manière dont celui-ci est bâti, avec une section A qui coiffe le reste du texte, les amendements ont aussi un effet sur les Tokélaou. Le Gouvernement néo-zélandais a donc jugé nécessaire d'exprimer ses réserves.

46. Il est cependant disposé à étudier la possibilité d'un compromis constructif et soutient certains amendements. Il est d'accord avec le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur le fait qu'il y a certaines incohérences dans la façon de procéder de l'ONU concernant l'autodétermination.

L'intervenant ne pense pas qu'il était impossible de concilier la position du Comité spécial et celle des auteurs des amendements proposés; un terrain d'entente aurait dû être trouvé.

47. Le représentant du Royaume-Uni a attiré l'attention sur le rôle important que revêtent des élections libres et régulières. La délégation néo-zélandaise a été la première à reconnaître que ces procédures étaient essentielles pour déterminer un futur statut politique. Toutefois, elles sont une condition nécessaire mais pas toujours suffisante, alors que, tels qu'ils sont formulés, les amendements laissent penser qu'elles sont une condition suffisante. Ces problèmes auraient pu être résolus à l'avance, et l'intervenant espère que la Commission fera mieux l'an prochain.

48. M. NUÑEZ MOSQUERA (Cuba), soulevant un point de procédure, demande si les délégations qui proposent les amendements pourraient expliquer leur vote.

49. M. BIRENBAUN (États-Unis d'Amérique), soulevant un point de procédure, dit que ce que les délégations ont entendu constituait en fait des explications de vote; il a du mal à comprendre cette situation, notamment en ce qui concerne les auteurs du projet de résolution.

50. Il espère que les membres de la Commission examineront et soutiendront les amendements publiés sous la cote A/C.4/50/L.6 afin de permettre une évaluation plus réaliste de la situation dans 11 des 12 territoires examinés. Le douzième, les Tokélaou, est en train de décider de son statut futur, avec les conseils de la Puissance administrante, la Nouvelle-Zélande, et du Comité spécial. Les amendements n'ont donc pas d'effet sur ce processus.

51. Les populations des 11 territoires non autonomes examinés "s'administrent complètement elles-mêmes", comme l'exige l'article 73 de la Charte des Nations Unies, et ont déterminé librement leur statut politique, comme l'exige la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Les amendements examinés par la Commission sont le prélude à la reconnaissance de ces faits. Tout en ne traitant pas directement de la question de savoir si les populations des territoires non autonomes s'administrent complètement elles-mêmes et en ne modifiant pas l'attachement des États Membres au principe de l'autodétermination inscrit dans la Charte, ils offrent la perspective d'une évaluation plus réaliste de la situation dans ces territoires, ce dont tous les membres de la Commission devraient se féliciter. Leur adoption ainsi que l'adoption par consensus de la résolution d'ensemble marqueraient une étape importante dans la réalisation du but commun qu'est l'application complète de la Déclaration sur la décolonisation. Les États-Unis seraient alors disposés à communiquer les informations nécessaires au Secrétaire général, sachant qu'elles seraient utiles pour évaluer la situation dans les territoires dont ils sont l'Autorité administrante.

52. Les amendements ont été proposés au Comité spécial en juillet, mais ils ont été accueillis d'une manière qui n'a pas encouragé la présentation des amendements actuellement proposés. L'intervenant demande instamment qu'une question revêtant une importance aussi fondamentale ne soit pas réglée sur la base de considérations de procédure.

53. Le porte-parole du Comité spécial a reconnu que, s'il y avait eu plus de temps pour examiner les amendements, un accord aurait pu se faire; il n'y a aucune différence entre les propositions faites par les auteurs des amendements et ce que le Comité spécial accepterait. Il suggère donc que la Commission reporte d'un an l'examen des amendements et allègue que la situation actuelle n'est pas le bon moyen de fonctionner pour la Commission.

54. Le fond de la pensée des auteurs des amendements est exprimé dans l'amendement 7, portant sur le treizième alinéa du préambule, où l'on admet que "des référendums ou autres formes de consultation populaire, notamment des élections libres et régulières, organisées par les gouvernements des territoires, permettent de connaître les vœux des populations des territoires en ce qui concerne le statut politique de ceux-ci". Cette proposition, qui est indiscutable, n'est cependant pas exclusive et ne laisse pas non plus entendre que, si des élections n'étaient pas libres en raison de l'action de l'Autorité administrante, leurs résultats devraient être acceptés.

55. On a estimé que les auteurs tentaient de s'écarter des principes de la Charte des Nations Unies concernant l'obligation de rendre compte au Secrétaire général, alors que la Charte ne mentionne pas nommément la Commission. Les auteurs sont disposés à fournir des informations englobant toutes les possibilités envisagées dans la Charte en ce qui concerne l'autodétermination. Le langage en matière de dispositif à ce sujet évoque trois moyens pour que les populations s'administrent complètement elles-mêmes. Les auteurs ne cherchent pas à nier que l'indépendance est l'un de ces moyens.

56. Plutôt que de tenter d'aborder toutes les questions, l'intervenant fait observer que la question générale est de savoir si le Comité spécial aurait les moyens de fonctionner et non s'il serait empêché de fonctionner. Il pourrait fonctionner si les amendements étaient adoptés, auquel cas les États-Unis et les autres Autorités administrantes pourraient fournir les informations qui doivent être communiquées au Secrétaire général. Si le Comité n'est pas disposé à prendre cette mesure, il se trouvera bloqué dans un mode de fonctionnement ancien, alors que son intention est d'avancer et de laisser derrière lui les débats polarisés du passé. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'adopter les amendements, afin que l'on puisse communiquer au Secrétaire général des informations qui soient utiles à une évaluation réaliste de la situation et permettent de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les opérations du Comité.

57. M. NUÑEZ MOSQUERA (Cuba) dit que sa délégation, en tant que Vice-Président du Comité spécial, soutient les remarques faites par les représentants de la Sierra Leone et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Pourquoi, si les temps ont vraiment changé, les Puissances administrantes continuent-elles à nier le droit des territoires à l'autodétermination et ne coopèrent-elles pas avec le Comité, comme le fait la Nouvelle-Zélande? L'intervenant se demande comment on peut parler d'élections libres et régulières dans les petites territoires où il y a une présence militaire intimidante. Le Comité a fait preuve de souplesse dans les discussions sur le projet de résolution, mais il ne peut être efficace que s'il reçoit des informations complètes de la part des Puissances administrantes. Cuba s'oppose donc aux amendements.

58. M. CHTCHERBAK (Fédération de Russie), s'exprimant en qualité de membre du Comité spécial de la décolonisation, dit que le texte du projet de résolution est meilleur que les versions précédentes, mais qu'il n'est jamais trop tard pour apporter encore des améliorations. Un grand nombre des amendements proposés sont constructifs; ils auraient des avantages pour les populations des territoires non autonomes et accéléreraient le processus de décolonisation.

59. M. JELBAN (Jamahiriya arabe libyenne), expliquant son vote à l'avance, dit que sa délégation est opposée aux amendements proposés par les Puissances administrantes car ils mettraient concrètement fin aux travaux du Comité spécial et nieraient les droits des populations à l'indépendance et à l'autonomie.

Projet de résolution A - Général

Amendement au premier paragraphe du préambule [A/C.4/50/L.6, para. 1 a)]

60. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour :

Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guyana, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Suède, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Soudan, Sri Lanka, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Burundi, Chypre, Égypte, Îles Marshall, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Suriname, Swaziland.

61. L'amendement est adopté par 65 voix contre 38, avec 16 abstentions.

Amendement au premier alinéa du préambule [A/C.4/50/L.6, par. 1 b)]

62. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Sri Lanka, Swaziland, Togo.

63. L'amendement est adopté par 58 voix contre 43, avec 20 abstentions.

Amendement au quatrième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6, par. 2)

64. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie,

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Chypre, Estonie, Haïti, Mozambique, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, République de Corée, Singapour, Thaïlande, Tunisie.

65. L'amendement est rejeté par 61 voix contre 41, avec 24 abstentions.

Amendement au cinquième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6, par. 3)

66. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya

arabe libyenne, Jamaïque, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Togo, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Burundi, Chypre, Égypte, Fédération de Russie, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Rwanda, Suriname, Swaziland, Uruguay.

67. L'amendement est adopté par 56 voix contre 50, avec 20 abstentions.

Amendement au septième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6, par. 4)

68. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Sri Lanka.

69. L'amendement est adopté par 61 voix contre 47, avec 15 abstentions.

Amendement au neuvième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6, par. 5)

70. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Botswana, Burundi, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Portugal, Rwanda.

71. L'amendement est adopté par 56 voix contre 52, avec 18 abstentions.

Amendement au douzième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6, par. 6)

72. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour :

Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Portugal, Sri Lanka.

73. L'amendement est adopté par 59 voix contre 49, avec 14 abstentions.

Amendement au treizième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6, par. 7)

74. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour :

Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Niger, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine.

/...

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie.

75. L'amendement est rejeté par 48 voix contre 46, avec 33 abstentions.

Amendement au quatorzième alinéa du préambule [A/C.4/50/L.6, par. 8 a)]

76. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra

/...

Leone, Soudan, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo.

77. L'amendement est adopté par 55 voix contre 41, avec 25 abstentions.

Amendement au quatorzième alinéa du préambule [A/C.4/50/L.6, par. 8 b)]

78. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Burundi, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Philippines, Portugal, Thaïlande.

79. L'amendement est adopté par 56 voix contre 50, avec 19 abstentions.

Amendement au quatorzième alinéa du préambule [A/C.4/50/L.6 par. 8 c)]

80. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Togo.

81. L'amendement est adopté par 59 voix contre 47, avec 17 abstentions.

Amendement au paragraphe 1 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 9 a)]

82. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de

Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Koweït, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Bahamas, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Estonie, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Suriname, Swaziland, Thaïlande.

83. L'amendement est rejeté par 53 voix contre 48, avec 26 abstentions.

Amendement au paragraphe 1 du dispositif [A/C.4/50/L.6. par. 9 b)]

84. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour :

Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guyana, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya

arabe libyenne, Kenya, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Suriname, Thaïlande, Togo.

85. L'amendement est adopté par 58 voix contre 43, avec 20 abstentions.

Amendement au paragraphe 1 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 9 c)]

86. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Sri Lanka.

87. L'amendement est adopté par 59 voix contre 46, avec 17 abstentions.

Amendement au paragraphe 2 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 10 a)]

88. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Niger, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande.

89. L'amendement est adopté par 58 voix contre 47, avec 16 abstentions.

Amendement au paragraphe 2 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 10 b)]

90. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République tchèque,

Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arménie, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahamas, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Chypre, Estonie, Haïti, Jamaïque, Japon, Lettonie, Mozambique, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Suriname, Thaïlande, Tunisie.

91. L'amendement est rejeté par 61 voix contre 38, avec 26 abstentions.

Amendement au paragraphe 3 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 11 a)]

92. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Ghana, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne,

/...

Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Pakistan, Sri Lanka, Suriname.

93. L'amendement est adopté par 62 voix contre 39, avec 18 abstentions.

Amendement au paragraphe 3 du dispositif [A/C.4/50/L.6, par. 11 b)]

94. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Burundi, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Cambodge, Canada, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Rwanda, Singapour, Slovénie, Suriname, Trinité-et-Tobago.

95. L'amendement est rejeté par 51 voix contre 45, avec 29 abstentions.

Amendement au paragraphe 4 du dispositif (A/C.4/50/L.6, par. 12)

96. Il est procédé à un vote enregistré sur le nouveau paragraphe 4.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahamas, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Rwanda, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Estonie, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, République de Corée, Singapour, Slovénie, Thaïlande, Tunisie.

97. L'amendement est rejeté par 59 voix contre 41, avec 26 abstentions.

98. Il est procédé à un vote enregistré sur le nouveau paragraphe 4 bis.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie,

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bahamas, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Rwanda, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Estonie, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, République de Corée, Singapour, Slovénie, Thaïlande, Tunisie.

99. L'amendement est rejeté par 57 voix contre 40, avec 27 abstentions.

Amendement au paragraphe 5 du dispositif (A/C.4/50/L.6, par. 13)

100. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine, Uruguay.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahamas, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama,

/...

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Thaïlande, Tunisie.

101. L'amendement est rejeté par 55 voix contre 47, avec 24 abstentions.

Amendement au paragraphe 6 du dispositif (A/C.4/50/L.6, par. 14)

102. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Ghana, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Népal, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Botswana, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Suriname.

103. L'amendement est adopté par 61 voix contre 40, avec 19 abstentions.

Amendement au paragraphe 7 du dispositif (A/C.4/50/L.6, par. 15)

104. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Rwanda, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Bahamas, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Chypre, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Philippines, Singapour, Slovénie, Suriname, Thaïlande, Togo, Uruguay.

105. L'amendement est rejeté par 51 voix contre 46, avec 25 abstentions.

Amendement au paragraphe 9 (A/C.4/50/L.6, par. 16)

106. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bahamas, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Koweït, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Barbade, Bélarus, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire, Estonie, Guyana, Haïti, Japon, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, République de Corée, Sénégal, Singapour, Slovénie, Thaïlande, Tunisie.

107. L'amendement est rejeté par 60 voix contre 35, avec 32 abstentions.

Amendement au paragraphe 12 (A/C.4/50/L.6, par. 17)

108. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bahamas, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Koweït, Liban, Mauritanie, Mexique,

Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Singapour, Thaïlande.

109. L'amendement est rejeté par 55 voix contre 48, avec 24 abstentions.

Projet de résolution B.1 - Samoa américaines

Amendement au paragraphe 1 (A/C.4/50/L.6)

110. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi

Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Rwanda, Singapour, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie.

111. L'amendement est rejeté par 50 voix contre 45, avec 29 abstentions.

Projet de résolution B.2 - Anguilla

Amendement au paragraphe 1 (A/C.4/50/L.6)

112. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Rwanda, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine.

113. L'amendement est rejeté par 53 voix contre 44, avec 30 abstentions.

Amendements au projet de résolution B.3 - Bermudes (A/C.4/50/L.6)

114. Les amendements sont adoptés sans avoir été mis aux voix.

Projet de résolution B.4 - Îles Vierges britanniques

Amendement au paragraphe 1 du dispositif (A/C.4/50/L.6)

115. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Rwanda, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine.

116. L'amendement est rejeté par 52 voix contre 43, avec 31 abstentions.

Projet de résolution B.6 - Guam

Amendement au cinquième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6)

117. Le PRÉSIDENT dit qu'il considère que la Commission souhaite adopter l'amendement sans le mettre aux voix.

118. Il en est ainsi décidé.

Amendement au paragraphe 3 du dispositif (A/C.4/50/L.6)119. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bahamas, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Canada, Chypre, Égypte, Estonie, Fédération de Russie, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Thaïlande, Tunisie.

120. L'amendement est rejeté par 58 voix contre 39, avec 30 abstentions.Amendement au paragraphe 4 du dispositif (A/C.4/50/L.6)121. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République

tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bahamas, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Rwanda, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Canada, Chypre, Égypte, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Slovénie, Thaïlande, Tunisie.

122. L'amendement est rejeté par 58 voix contre 41, avec 27 abstentions.

Projet de résolution B.7 - Montserrat

Amendement au paragraphe 1 du dispositif (A/C.4/50/L.6)

123. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique,

Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine.

124. L'amendement est rejeté par 53 voix contre 44, avec 29 abstentions.

Projet de résolution B.11 - Îles Turques et Caïques

Amendement au paragraphe 1 du dispositif (A/C.4/50/L.6)

125. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chypre, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Singapour, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie.

126. L'amendement est rejeté par 53 voix contre 44, avec 30 abstentions.

Projet de résolution B.12 - îles Vierges américaines

Amendement au troisième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6)

127. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Cambodge, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Angola, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Chypre, Côte d'Ivoire, Égypte, Guyana, Haïti, Jamaïque, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Pakistan, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Singapour, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie.

128. L'amendement est adopté par 47 voix contre 45, avec 31 abstentions.

Amendement au sixième alinéa du préambule (A/C.4/50/L.6)

129. Le PRÉSIDENT dit qu'il considère que la Commission souhaite adopter l'amendement sans le mettre aux voix.

130. Il en est ainsi décidé.

Amendement au paragraphe 2 du dispositif (A/C.4/50/L.6)

131. Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bulgarie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Népal, Norvège, Pologne, Pays-Bas, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Bahamas, Barbade, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Liban, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Canada, Chypre, Égypte, Estonie, Haïti, Malaisie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Portugal, Rwanda, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie.

132. L'amendement est rejeté par 52 voix contre 43, avec 27 abstentions.

133. M. PACHECO (Brésil) dit que sa délégation a soutenu les amendements qui actualisaient le projet de résolution ou amélioreraient effectivement sa formulation et qu'elle a voté contre ceux qui n'étaient pas conformes à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Il engage vivement les Puissances administrantes concernées à présenter leurs amendements dans de meilleurs délais

à l'avenir, afin qu'un consensus puisse être trouvé à l'issue d'un débat approfondi.

134. M. GAMITO (Portugal) dit que sa délégation s'est abstenue sur la plupart des amendements, même si elle en comprenait bien l'orientation. Elle estime toutefois que le rôle du Comité spécial ne doit être ni limité ni supprimé; son mandat ne s'achèvera que lorsqu'il ne restera plus de colonies. En outre, les décisions relatives à l'avenir des territoires ne doivent pas être laissées aux autorités locales car, dans bien des cas, celles-ci n'ont aucune légitimité. C'est pour ces raisons que la délégation portugaise n'a pu voter pour les amendements, si valables soient-ils.

135. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution d'ensemble [A/50/23 (Part VI), chap. X, par. 25] tel qu'il a été modifié.

136. Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Algérie, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Espagne, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, Géorgie, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Argentine, Belgique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Haïti, Maroc.

137. Le projet de résolution A/C.4/50/L.6, tel qu'il a été modifié, est adopté par 124 voix contre 4, avec 6 abstentions.

138. M. ARKWRIGHT (Royaume-Uni) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution car les amendements essentiels proposés par les États-Unis et le Royaume-Uni n'avaient pas été acceptés, alors qu'ils visaient à rendre les termes du projet plus satisfaisants pour les principaux intéressés. C'est aux représentants élus d'Anguilla, des Bermudes, des îles Vierges britanniques, des îles Caïmanes, de Montserrat, de Pitcairn et de Sainte-Hélène de décider si et à quel moment ils consulteront leur électorat sur une modification de leurs liens constitutionnels avec le Royaume-Uni. Le Gouverneur de Sainte-Hélène a d'ailleurs informé le Conseil législatif de l'île qu'il souhaitait ouvrir un débat sur une révision de la Constitution, et l'on étudie actuellement les moyens de donner suite à cette question.

DEMANDES D'AUDITIONS

139. M. LAMARA (Algérie) rappelle qu'un requérant sur la question du Sahara occidental, M. Frank Ruddy, s'est vu refuser une audition par la Commission sur la base d'un avis du Conseiller juridique, qui était fondé sur des motifs erronés, partiels et entachés de préjugés. Il ne faut pas que l'avis donné à la Commission par le Conseiller juridique crée un précédent, et, si M. Ruddy renouvelle sa demande d'audition à la prochaine session, l'Algérie le soutiendra. En outre, comme le Conseiller juridique n'est pas revenu pour répondre aux objections faites par l'Algérie concernant son avis, celle-ci se réserve le droit de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

La séance est levée à 18 h 30.